

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX - PROCEDURE ADAPTEE

(Articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique)

Département de la Vendée - 85

3- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Création de l'assainissement collectif des eaux usées aux lieux-dits La Mansoire et La Croix Rouge

Maître d'Ouvrage :



Commune de Saint Christophe du Ligneron

Mairie

6, Place de la Mairie

85670 SAINT CHRISTOPHE DU LIGNERON

Maître d'Œuvre :



CÉMÉAU

24 Allée du Grand Calvaire

ZA La Promenade

85250 CHAVAGNES EN PAILLERS

Table des matières

I- Objet du marché et dispositions générales	5
I-1- Objet du marché	5
I-2- Pouvoir adjudicateur	5
I-3- Allotissement	5
I-4- Décomposition en tranches	5
I-5- Variantes	5
I-6- Options	6
I-7- Prestations supplémentaires éventuelles	6
I-8- Procédure	6
I-9- Recours aux marchés similaires	6
I-10- Représentation du Maître d’Ouvrage	6
I-11- Représentation du titulaire et obligations d’information	6
I-12- Notifications et informations au titulaire	7
I-13- Maîtrise d’œuvre	7
I-14- Contrôleur technique	7
I-15- Coordination et protection de la santé.	8
I-16- Ordres de service	8
I-17- Etudes d’exécution	8
I-18- Obligation de confidentialité	8
I-19- Protection des données à caractère personnel	8
I-20- Domicile de l’entrepreneur	10
I-21- Sous-traitance	10
I-22- Modification du marché	11
I-23- Clause de réexamen	12
I-24- Protection de la main d’œuvre, réglementations du travail, lutte contre le travail dissimulé	12
I-25- Sécurité sanitaire	12
II- Pièces constitutives du marché	14
II-1- Pièces particulières	14
II-2- Pièces générales	14

III- Prix et règlement	15
III-1- Contenu des prix	15
III-2- Forme des prix	16
III-3- Variation dans les prix	16
III-4- Répartition des paiements	17
III-5- Règlement des comptes	17
III-5- a- Demande d'acomptes mensuels	17
III-5- b- Demande de paiement final	18
III-5- c- Décompte général définitif – solde	18
III-5- d- Transmission des demandes de paiement	19
III-6- Modification du montant des travaux	19
III-7- Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	19
III-8- Paiement des sous-traitants et co-traitants	20
III-8- a- Désignation des sous-traitants en cours de marché	20
III-8- b- Modalités de paiements des sous-traitants	20
III-8- c- Modalités de paiement des co-traitants	21
III-9- Primes	21
III-10- Délais de paiement et intérêts moratoires	21
III-11- Avance	21
III-12- Retenue de garantie	22
IV- Délais d'exécution et pénalités	23
IV-1- Délais d'exécution des travaux	23
IV-2- Prolongation des délais d'exécution	23
IV-3- Pénalités	24
IV-3- a- Pénalité pour retard dans l'exécution	24
IV-3- b- Pénalités pour absence aux réunions de chantier	25
IV-3- c- Pénalités pour retard dans le repli des installations de chantier	25
IV-3- d- Pénalités pour retard dans la remise de documents	25
IV-3- e- Pénalités pour travail dissimulé	25
IV-3- f- Autres pénalités	25
IV-4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	26
V- Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	27
V-1- Provenance des matériaux et produits	27
V-2- Certification des produits	27
V-3- Matériaux de type nouveau	27
V-4- Vérifications, essais et épreuves sur le chantier	27

V-5- Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier	28
VI- Préparation, coordination et exécution des travaux	29
VI-1- Piquetage général	29
VI-2- Piquetage spécial des ouvrages	29
VI-3- Conservation du piquetage et bornage	29
VI-4- Maintien des communications, services publics et écoulement des eaux	29
VI-5- Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés	30
VI-6- Travaux sous domaine public	30
VI-7- Travaux sous domaine privé	30
VI-8- Période de préparation	30
VI-9- Réunion et compte-rendu de chantier	31
VI-10- Organisation, sécurité, hygiène des chantiers	32
VI-10- a- Installation de chantier	32
VI-10- b- Hygiène, sécurité et propreté des chantiers	32
VI-11- Gestion des déchets de chantier	32
VII- Contrôles, garanties et réception des travaux	34
VII-1- Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	34
VII-2- Réception	34
VII-2- a- Réception partielle	34
VII-2- b- Réception	34
VII-2- c- Levée des réserves	35
VII-2- d- Délai de garantie	35
VII-3- Documents à fournir après exécution	35
VII-4- Garanties particulières	36
VII-4- a- Garantie particulière d'étanchéité	36
VII-4- b- Garanties particulières des matériaux de type nouveau	36
VII-5- Assurances	36
VIII- Responsabilité, résiliation du marché	37
VIII-1- Redressement ou liquidation judiciaire	37
VIII-2- Réparations des dommages	37
VIII-3- Résiliation du marché	37
VIII-4- Règlement des différends	38
IX- Dérogations au documents généraux	39

I- Objet du marché et dispositions générales

I-1- Objet du marché

Le marché comprend l'ensemble des travaux, fournitures et prestations concernant la création de l'assainissement collectif des eaux usées sur les lieux-dits La Mansoire et La Croix Rouge sur la commune de Saint Christophe du Ligneron.

Les clauses techniques particulières applicables au présent marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint à la présente consultation.

I-2- Pouvoir adjudicateur

Les travaux sont à effectuer pour le compte de la **commune de Saint Christophe du Ligneron**

Ses coordonnées sont les suivantes :

Mairie
6, Place de la Mairie
85670 SAINT CHRISTOPHE DU LIGNERON
Tél : 02 51 93 30 23

I-3- Allotissement

Etant donné les fortes interactions entre les intervenants et pour assurer un suivi optimal et améliorer la fiabilité d'exécution des travaux, le marché n'est pas alloti.

I-4- Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranche.

I-5- Variantes

La réponse à la solution de base est obligatoire.

Conformément au code de la commande publique, le candidat peut proposer une solution variante.

Celle-ci-ci peut être soit d'ordre technique ou soit d'ordre administratif.

Toutefois, le candidat devra impérativement respecter les exigences minimales techniques issues du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente consultation.

La solution variante devra être proposée selon les modalités suivantes :

- Fourniture d'un dossier distinct de la solution de base comportant au minimum les éléments ci-dessous :
 - o Un mémoire technique spécifique
 - o Une note détaillant les avantages de la solution variante comparée à la solution de base
 - o Un détail de prix spécifique et détaillé
- Respect des exigences techniques minimales issues du CCTP
- Respect des garanties du CCAP et du CCTP

I-6- Options

La proposition d'options n'est pas autorisée à la présente consultation.

I-7- Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle à la présente consultation.

I-8- Procédure

La présente consultation concerne un marché de travaux passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

I-9- Recours aux marchés similaires

Le Maître d'Ouvrage pourra recourir aux marchés similaires dans les conditions au code de la commande publique dans la limite de 100 000 euros.

I-10- Représentation du Maître d'Ouvrage

Conformément à l'article 3.3 du CCAG travaux 2021, dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le maître d'ouvrage.

I-11- Représentation du titulaire et obligations d'information

Selon l'article 3.4.1 du CCAG travaux 2021, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom

au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement au Maître de l'Ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société
- À la forme de l'entreprise
- À la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination
- À l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société
- Au capital social de l'entreprise ou de la société

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise

Le titulaire du marché est mentionné à l'acte d'engagement.

Il prend la forme soit d'un entrepreneur individuel, soit d'un groupement. Les entrepreneurs groupés sont solidaires lorsque chacun d'entre eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. L'un d'entre eux désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

I-12- Notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur prévoit la ou les formes suivantes :

- Remise contre récépissé,
- Échanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes : via la plateforme de dématérialisation ou courriel avec accusé de réception,
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception

I-13- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études CÉMÉAU dont l'adresse est :

CÉMÉAU (Conseils Etudes Maîtrise d'œuvre autour de l'EAU)

24 Allée du Grand Calvaire

PA La Promenade

85250 CHAVAGNES EN PAILLERS

I-14- Contrôleur technique

Aucun contrôleur technique n'a été retenu par le Maître d'Ouvrage. Si le pouvoir adjudicateur souhaite en retenir un ; le nom, les coordonnées et les prestations afférentes à sa mission de contrôle seront communiqués au titulaire au plus tard lors du démarrage de la phase préparatoire.

I-15- Coordination et protection de la santé.

Aucun coordinateur pour la sécurité et la protection de la santé n'a été retenu par le Maître d'Ouvrage. Si le pouvoir adjudicateur souhaite en retenir un, ses coordonnées seront diffusées au titulaire dès qu'il sera désigné.

I-16- Ordres de service

En application de l'article 3.8.1 du CCAG travaux en vigueur, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de sept jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion

I-17- Etudes d'exécution

La réalisation des études d'exécution est à la charge du titulaire. Elles seront visées par le Maître d'œuvre avant tout démarrage de l'exécution des travaux.

I-18- Obligation de confidentialité

Le titulaire ainsi que le pouvoir adjudicateur sont tenus à une obligation générale de confidentialité dans les conformément à l'article 5.1 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

I-19- Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG travaux, chaque partie au marché est tenue au respect des règles, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en oeuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement interdite.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du marché.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre
- Garantir leur confidentialité
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'opposition, d'effacement ou encore de limitation du traitement.

Le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter des suites données aux demandes d'exercice de ces droits.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, dans les délais prévus par la législation et la réglementation en vigueur sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire notifie par courrier électronique au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Au terme du présent marché, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision relative au sort des données. Le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;

-
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur ;
 - Renvoyer les données à caractère personnel à une personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

I-20- Domicile de l'entrepreneur

L'Entrepreneur est tenu de faire connaître l'adresse de son domicile au Maître d'ouvrage.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au marché seront faites au siège de l'entrepreneur jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

I-21- Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur et en application des dispositions suivantes.

A cet effet, il présentera, au minimum 15 jours avant l'intervention de chaque sous-traitant, le cadre d'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 ou équivalent), dûment complété et signé en y joignant les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R.2143-6 du Code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail
- Formulaire DC2 ou équivalent,
- Dossier de présentation des moyens humains et matériels,
- Liste de références,
- Attestations d'assurance,
- Extrait k-bis (ou équivalent),
- Attestations fiscales et sociales,
- Liste nominative des salariés étrangers (avec date d'embauche, nationalité, type et numéro du titre valant autorisation de travail) ou attestation de non-emploi,
- Certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

- RIB

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

I-22- Modification du marché

Le Maître d'Ouvrage peut décider de modifier le marché par la conclusion d'actes modificatifs dans le respect des articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

I-23- Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, une clause de réexamen est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En fonction de l'émergence de nouveaux besoins, l'étendue des travaux décrite dans le présent marché pourra éventuellement être réexaminée par le pouvoir adjudicateur, selon les conditions posées ci-après :

- Le réexamen devra intervenir au plus tard jusqu'à la fin du délai d'exécution prévu.
- Les travaux devront porter sur l'ensemble de ceux-ci prévus au marché dans la limite de 30% des montants ou quantités détaillées à l'acte d'engagement.

Dans le respect de ces conditions, un ordre de service, signé du Maître d'ouvrage, sera transmis au titulaire du marché, formalisant ainsi ce réexamen.

I-24- Protection de la main d'œuvre, réglementations du travail, lutte contre le travail dissimulé

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assurée sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux

I-25- Sécurité sanitaire

Dans le cadre du contexte d'une crise sanitaire, l'entreprise s'engage dans le cadre du présent marché à avoir pris connaissance, appliquer et faire respecter par les salariés de l'entreprise, ainsi que les sous-traitants et locataires, les consignes émises par :

- Le ministère du travail, dont notamment les mesures que doit prendre l'employeur pour protéger la santé de ses salariés face au virus,
- L'OPPBTP dans le guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID-19 en vigueur à la date de remise des offres.

L'entrepreneur doit mener une veille d'information et appliquer non seulement les consignes émises par les organismes compétents, mais aussi les obligations réglementaires à venir.

En cas de manquement aux dispositions de protection, le chantier sera arrêté. L'entrepreneur ne pourra pas réclamer de compensation financière dû à cet arrêt.

II- Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales, des pièces particulières, des pièces annexes. Les pièces générales, bien que non jointes aux pièces de la consultation sont réputées être connues par l'entrepreneur car de nature réglementaire.

II-1- Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, classé par ordre de priorité :

- Un Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Un Détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- Un Bordereau des Prix (BP),
- Les annexes du dossier de consultation des entreprises énumérées au règlement de la consultation
- Le mémoire technique, par lot, établie par le candidat pour la réalisation des travaux,
- Les déclarations du candidat,
- Les actes spéciaux de sous-traitance, les avenants et les ordres de services postérieurs à la notification du marché

II-2- Pièces générales

- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux et approuvé par arrêté du 7 octobre 2021,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par Arrêté du 30 mars 2021,
- Le Guide de préconisations COVID 19 de l'OPPBTP
- Les règles d'agrément ou d'inscription sur une liste d'aptitude des matériaux, produits et composants,
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- Le code de la commande publique
- Les normes européennes en vigueur,
- Les recommandations, textes législatifs et réglementaires divers en vigueur, applicables aux prestations à fournir et notamment l'ensemble de la réglementation visant la sécurité du personnel.
- La charte de « qualité des réseaux d'assainissement » établie par l'ASTEE et dont le Maître d'Ouvrage s'engage à appliquer les prescriptions

III- Prix et règlement

III-1- Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché **hors taxe** sur la valeur ajoutée.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages

Les prix doivent comprendre toutes les dépenses et touchant les prestations suivantes :

- La construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- L'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- Le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre,
- En cas de groupement d'entreprises, les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

L'ensemble des coûts liés à la gestion de la crise sanitaire Covid-19 sont également réputés inclus au prix de l'entrepreneur.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Enfin, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

III-2- Forme des prix

Les ouvrages, travaux et prestations faisant l'objet des trois lots seront réglés à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les détails quantitatifs estimatifs ainsi que les bordereaux des prix sont à remplir en intégralité.

NOTA : les quantités indiquées au détail estimatif ne sont données qu'à titre indicatif pour permettre l'analyse des offres.

III-3- Variation dans les prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ».

En application du code de la commande publique, les prix sont **fermes et actualisables**.

Ils sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des travaux.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à la date de début d'exécution des travaux, moins 3 mois.

L'actualisation est effectuée par l'application d'un coefficient (Cn) donné par la formule de variation suivante :

$$C_n = 90\% \cdot \frac{TP10f(n)}{TP10f(0)} + 5\% \cdot \frac{BT06(n)}{BT06(0)} + 2\% \cdot \frac{BT47(n)}{BT47(0)} + 3\% \cdot \frac{MUG(n)}{MUG(0)}$$

Avec :

- Cn : coefficient de révision.
- TP-BT-MUGxx (n) : valeur de l'index de référence du mois n correspondant au mois d'exécution des prestations
- TP-BT-MUGxx (0) : valeur de l'index de référence du mois zéro.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Les index de référence ainsi que leur pourcentage de prise en compte dans le calcul de l'index définitif, publiés par l'INSEE (Adresse internet : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103173847>), sont les suivants :

- TP10f : Canalisation, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux - Base 2010 : 90 %
- BT06 : Génie civil : 5%
- BT47 : Electricité : 2%
- MUG : Machine Usage Général : 3% (Base 2021)

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

III-4- Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire et à ses cotraitants.

En cas de groupement conjoint d'entreprises, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à chaque co-traitant.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le compte bancaire commun de tous les co-traitants, ouvert spécifiquement pour ce groupement momentané d'entreprises, sachant que tous les règlements seront réalisés sur ce compte commun.

Le titulaire ou le mandataire est le seul habilité à présenter les projets d'acompte mensuel et à accepter le décompte général définitif.

III-5- Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes seront conformes aux dispositions de l'article 12 du CCAG travaux.

III-5- a- Demande d'acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte, accompagné de toutes les pièces justificatives nécessaires, notamment :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- L'identification du titulaire du marché, comprenant son n° de SIRET
- L'intitulé et le N° du marché ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG travaux , dont il demande le remboursement ;
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Conformément à l'article 12.2 du CCAG travaux, à partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) Le montant de la TVA ;
- d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- e) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus.
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et c ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes b (en cas de primes), e et f et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes d (en cas de pénalités), e, g et h.

III-5- b- Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG travaux, s'ils n'ont pas été précédemment fournis

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

III-5- c- Décompte général définitif – solde

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général selon les conditions fixées par l'article 12.4.1 du CCAG travaux.

Le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage le projet de décompte général qui le valide, le cas échéant rectifie et le signe. Celui-ci devient alors le décompte général

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- Trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

III-5- d- Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro sera communiqué au titulaire avant dépôt de la première demande d'acompte mensuel ou avance.

III-6- Modification du montant des travaux

Les modifications du montant initial de travaux respecteront les dispositions des articles 13 et 14 du CCAG travaux.

III-7- Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, en cas de travaux modificatifs en plus ou moins-value, impliquant la formation de nouveaux prix :

- le titulaire transmettra au maître d'œuvre un devis détaillé, dans un délai de 7 jours calendaires à compter de sa demande.
- Le maître d'œuvre disposera de 7 jours calendaires pour donner son accord ou son refus, après avoir consulté la maîtrise d'ouvrage. En cas d'accord, il établira l'ordre de service qui rendra les modifications exécutoires.
- Dans ce délai, il peut demander à l'entreprise un détail de la structure des nouveaux prix, indiquant le montant des fournitures, de la main d'œuvre, des frais divers et la marge de celle-ci.
- L'entreprise dispose à son tour de 4 jours calendaires pour produire ce détail.

Les travaux ayant fait l'objet d'une justification approuvée par le maître d'Ouvrage, donneront lieu à un avenant au marché de travaux concerné.

Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une telle mesure dûment acceptée par le maître d'Ouvrage ne pourront donner lieu à rémunération.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service prévu aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG travaux, si, dans le délai de dix jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

III-8- Paiement des sous-traitants et co-traitants

III-8- a- Désignation des sous-traitants en cours de marché

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant :

- Soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré,
- Soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance ou formulaire DC4. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

III-8- b- Modalités de paiements des sous-traitants

En application de l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le sous-traitant sera payé directement pour des prestations supérieures à 600 € TTC

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

III-8- c- Modalités de paiement des co-traitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, le Maître d'Ouvrage exigera que les paiements s'effectuent sur un compte unique ouvert au nom de toutes les entreprises constituant le groupement.

En cas de groupement conjoint, les paiements s'effectueront sur autant de comptes qu'il y aura d'entreprises constituant le groupement. Les entreprises devront annexer à leur acte d'engagement la répartition du montant des sommes dues à chacune d'entre elles, au titre de leur marché. Les factures présentées par chaque co-traitant devront être visées par le mandataire du groupement.

III-9- Primes

Il n'est pas prévu au présent marché le paiement de prime en cas d'achèvement des travaux et prestations avant expiration du délai d'exécution.

III-10- Délais de paiement et intérêts moratoires

Conformément au code de la commande publique, les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'œuvre, de la demande de paiement, à la condition que cette demande soit jugée recevable. Si la demande de paiement est jugée irrecevable par le maître d'œuvre, celle-ci sera renvoyée au titulaire du marché qui devra produire une demande de paiement rectifiée.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

III-11- Avance

Selon l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché si les conditions suivantes sont remplies, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement :

- Le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT ;
- La durée d'exécution des travaux est supérieure à 2 mois.

Conformément au code de la commande publique, une garantie à première demande sera fournie par le prestataire pour la totalité du remboursement de l'avance. Celle-ci ne sera mandatée qu'après constitution de la garantie.

Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 10 % conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance forfaitaire se fera en une seule fois, lorsque le seuil de 65 % sera atteint.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

III-12- Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande.

L'objet de cette garantie de substitution est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie de substitution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée par l'acheteur.

Lorsque la garantie de substitution a été constituée après la date fixée au premier alinéa, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

IV- Délais d'exécution et pénalités

IV-1- Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation définie à l'article 28.1 du CCAG Travaux en vigueur et le délai d'exécution des travaux.

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution des travaux et celui de la période préparatoire.

Le délai d'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Ces délais englobent les périodes d'essais et d'épreuves, de repliement du matériel et de nettoyage des lieux.

L'entrepreneur est tenu, pendant le délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut mettre en demeure l'entrepreneur :

- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier,
- D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le retard.

IV-2- Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- La survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. **Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.**

Les délais d'exécution indiqués dans l'acte d'engagement ont été fixés dans l'hypothèse d'une exécution continue des travaux.

Si, en cours d'exécution, il survient des difficultés imprévues de nature à motiver des retards, l'Entrepreneur sera tenu de les signaler immédiatement par écrit (courrier électronique au maître d'œuvre accepté).

A cette condition seulement, il pourra demander une prolongation du délai dont l'administration appréciera le bien-fondé et fixera la durée, compte tenu de tous les éléments d'appréciation. Sans réponse et sans accord du MOA, les délais d'exécution indiqués dans l'acte d'engagement seront maintenus.

En vue de l'application éventuelle du 2^{ème} alinéa de l'article 19.2.3 CCAG Travaux, les délais d'exécution de travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels auront été constatés contradictoirement entre l'entreprise et le conducteur d'opération, comme condition de nature à interrompre les travaux.

Les mises en intempéries pourront être envisagées pour les intempéries suivantes :

- Températures mini et maxi
- Pluie et ses conséquences sur les accès, la dégradation du support
- Vent,

Selon conditions habituelles.

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météo la plus proche seront pris en compte.

En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne pourra donner lieu à supplément de prix.

En cas d'intempéries obligeant à un arrêt de chantier, l'Entrepreneur devra le signaler au Maître d'œuvre qui le constatera par ordre de service.

IV-3- Pénalités

Par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT sur l'ensemble du marché.

Les montants de toutes les retenues ou pénalités visées ci-dessus sont fermes pour toute la durée du marché et sont net de taxe.

Les pénalités seront appliquées dès la constatation par le maître d'œuvre et après information du maître d'ouvrage (par courrier électronique) par précompte sur l'acompte suivant immédiatement le constat, sans mise en demeure préalable.

IV-3- a- Pénalité pour retard dans l'exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué au titulaire du lot concerné **une pénalité journalière de 300 €, dimanche et jours fériés compris.**

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître de l'ouvrage à l'égard des autres entrepreneurs.

IV-3- b- Pénalités pour absence aux réunions de chantier

La présence du Titulaire aux rendez-vous de chantier est indispensable.

La personne représentant le Titulaire à ces rendez-vous devra être en mesure de prendre toutes décisions intéressant les travaux dont il a la charge.

Toute absence non motivée à un rendez-vous de chantier sera sanctionnée par une **pénalité fixée à 100 €**.

Cette pénalité sera déduite des sommes facturées sans formalité préalable.

IV-3- c- Pénalités pour retard dans le repli des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, le titulaire se verra appliqué de **pénalités de retard fixée à 100 € par jour**, en cas de non repli des installations dans le délai imparti.

IV-3- d- Pénalités pour retard dans la remise de documents

Le titulaire se verra appliqué une pénalité de retard fixée à **50 € par jour de retard** dans la production des documents en cours d'exécution.

Pour les documents à fournir après l'achèvement des travaux, les pénalités sont fixées à **150 € par jour de retard** et par document.

IV-3- e- Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

IV-3- f- Autres pénalités

Le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes :

- 100 € en cas de non-transmission du décompte final dans les délais prévus au présent CCAP
- 100 € par infraction en cas de constatation par le maître d'œuvre d'une infraction aux prescriptions de chantier
- 50 € par jour de retard en cas non remise de devis estimatif impliquant la création de prix nouveaux après 7 jours calendaires suivant la demande
- 300 € pour toutes infractions ou omissions relatives aux dispositions à mettre en œuvre concernant la sécurité et la protection de la santé sur le chantier.

IV-4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. A la fin des travaux, dans un délai de trois (3) jours, compté de la date de notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'exécution des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

V- Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

V-1- Provenance des matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

L'entrepreneur est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

V-2- Certification des produits

Le Maître d'Ouvrage préconisera l'emploi de matériaux certifiés tels que définis à l'article 24-1 du CCAG Travaux en vigueur, ce qui permettra de limiter les essais de contrôle de conformité.

V-3- Matériaux de type nouveau

Si le titulaire propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau mais d'un niveau de qualité et de performance conforme aux prescriptions du CCTP, il s'engagera, par écrit, à garantir le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue de ces matériaux et fournitures pendant un délai arrêté d'un commun accord avec le Maître d'œuvre et prenant effet à la date de réception.

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'Ouvrage par des matériaux et fournitures validés par le Maître d'Œuvre.

V-4- Vérifications, essais et épreuves sur le chantier

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent marché, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.

Les essais de réception (pompage, granulats, étanchéité des canalisations et des filtres etc...) seront réalisés par l'entrepreneur et à ses frais. Ces essais auront lieu conformément aux dispositions contenues dans les articles correspondants du CCTP

V-5- Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le pouvoir adjudicateur.

VI- Préparation, coordination et exécution des travaux

VI-1- Piquetage général

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué pour la totalité des ouvrages par le titulaire.

Il devra pour toutes ces opérations et pour toutes vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant.

Les piquetages des axes et points principaux de voirie seront exécutés aux frais de l'entrepreneur y compris l'intervention d'un géomètre expert. L'Entreprise fera son affaire du déport de ces points et en assurera la conservation jusqu'à la réception des travaux.

Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont censés être implicitement compris dans le prix du marché.

VI-2- Piquetage spécial des ouvrages

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par le titulaire, par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le Code de l'environnement concernant l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

VI-3- Conservation du piquetage et bornage

Le titulaire est tenu de veiller à la conservation des piquets, bornes existantes le cas échéant et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin.

Toutes les bornes déplacées ou recouvertes seront remises, au frais de l'entreprise responsable, par un géomètre expert.

VI-4- Maintien des communications, services publics et écoulement des eaux

Le titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes.

L'entrepreneur effectuera une demande d'ouverture de chantier à tous les concessionnaires intéressés (selon les DICT) et fera procéder aux balisages des ouvrages existants avant tout commencement de travaux.

En cas de rencontre de canalisations non signalisées, l'Entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

L'Entrepreneur devra se conformer aux prescriptions des concessionnaires concernant les travaux à proximité des lignes électriques et des canalisations de gaz, eau potable, télécommunications etc...

Le Titulaire prendra toutes précautions pour empêcher la détérioration du fait de la circulation de ses engins ou de l'exécution des fouilles vis-à-vis de ces réseaux existants.

VI-5- Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés, branchements non affleurants, le titulaire ne subira pas de préjudice et pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par cet arrêt sur présentation de tous justificatifs demandés par le pouvoir adjudicateur.

VI-6- Travaux sous domaine public

Lorsque les travaux sont à effectuer sous domaine public (routes, chemins, rues etc...), l'entrepreneur devra et établir une **demande d'arrêt de circulation** auprès du service de la voirie municipale, au moins dix jours avant le démarrage des travaux. Ce service fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives liées à l'exécution du marché.

En cas d'intervention **sous voie départementale**, le titulaire établira une **demande de permission de voirie** qu'il adressera au service compétent du conseil départemental du département concerné.

L'ensemble de ces documents seront transmis en copie au maître d'œuvre.

De plus, avant tout commencement des travaux, un constat d'huissier sera à réaliser au frais du titulaire sur l'ensemble du secteur concerné par les travaux.

Si à l'occasion des travaux, des dégradations sont causées aux voies publiques, l'entrepreneur supporte seul la charge des contributions ou réparations.

VI-7- Travaux sous domaine privé

Les travaux qui seront réalisés en domaine privé devront faire l'objet au préalable d'un constat par huissier agréé en présence du propriétaire ou bien d'un constat amiable en présence du propriétaire et de l'entrepreneur.

Cette démarche et toutes celles inhérentes à ce type d'intervention est prise en charge par l'entrepreneur.

La réfection des zones de travaux en domaine privé doit être réalisée de telle manière que le rendu final soit similaire à l'existant avant travaux, sauf contre-indication du propriétaire, y compris pour les ouvrages enterrés.

En cas de réclamations d'un propriétaire, l'entrepreneur sera seul responsable du litige ; le Maître d'ouvrage se dégageant de toutes responsabilités.

De plus, au préalable des interventions en domaine privé, l'entrepreneur se chargera de prendre les mesures qui s'imposent pour informer les riverains et si besoin, obtenir les autorisations nécessaires.

VI-8- Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux :

- La période de préparation pour chacun des lots est fixée à une durée de 4 semaines.

-
- La période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux

Les opérations suivantes seront exécutées par **l'entrepreneur**, lors de la période de préparation :

- Réalisation des Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux (DICT)
- Etablissement du Planning détaillé d'exécution,
- Réalisation du plan d'exécution et de détail si nécessaire,
- Réalisation du plan d'installation de chantier,
- Réalisation du plan de déviation le cas échéant,
- Etablissement du Plan d'Assurance Qualité (PAQ), décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité et remise au maître d'œuvre, qui le vise. Les dispositions de ce plan sont de la responsabilité du titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.
- Établissement d'une notice (accompagnée de note de calcul) précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,
- Fourniture des fiches techniques d'agrément des matériaux proposés,
- De manière générale l'ensemble des documents visés par l'article 29.1 du CCAG travaux portant sur les études d'exécution

Le commencement des travaux ne sera autorisé qu'après obtention du visa du maître d'œuvre des pièces mentionnées ci-dessus.

Au minimum une réunion systématique de préparation de chantier aura lieu, regroupant maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entrepreneurs et éventuellement concessionnaires des services publics. Elle fera l'objet d'un procès-verbal regroupant les points abordés et transmis à toutes les parties.

VI-9- Réunion et compte-rendu de chantier

Les réunions de chantier sont dirigées par le maître d'œuvre : elles ont lieu une fois par semaine en cours de travaux. Ces réunions n'empêchent pas les visites inopinées du maître d'œuvre.

Les réunions de chantier feront l'objet de la rédaction d'un compte rendu par le maître d'œuvre où seront indiqués :

- Avancement des travaux ;
- Moyens matériels et humains présents sur le site ;
- Observations sur le déroulement du chantier :
 - o Problèmes à régler,
 - o Modifications,
 - o Décisions,

Les comptes rendus de chantier seront établis par le maître d'œuvre et transmis dans un délai de 72 heures à l'ensemble des participants aux réunions qui devront faire état de leur remarques éventuelles.

Tout courrier relatif à l'exécution du chantier devra être transmis au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage.

Sans remarques particulières au bout de 72 heures, le compte-rendu de chantier sera validé en l'état. Les entrepreneurs doivent assister à chaque réunion de chantier ou s'y faire représenter par un technicien qualifié et habilité à prendre toute décision qui puisse engager son entreprise.

Si, pour quelque raison, l'entrepreneur ne devait pas assister à une réunion, il devrait préalablement en demander l'accord au maître d'Ouvrage et au maître d'œuvre, sous peine de pénalités

VI-10- Organisation, sécurité, hygiène des chantiers

VI-10- a- Installation de chantier

L'installation de chantier est à la charge de l'entreprise et devra respecter les préconisations en vigueur.

La signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique, y compris concernant le dispositif d'évacuation des déblais est à la charge de l'entreprise.

L'entreprise prendra toutes les précautions pour minimiser le gêne occasionné à proximité des lieux habités
Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

VI-10- b- Hygiène, sécurité et propreté des chantiers

Le titulaire du marché aura à sa charge la responsabilité de l'hygiène, la sécurité et la propreté du chantier et fera application des textes réglementaires en vigueur à ce propos. En cas de carence dans la propreté, le Maître d'Ouvrage pourra demander l'intervention d'une entreprise aux frais du Titulaire et après mise en demeure d'exécuter rester sans effets.

Le chantier devra toujours présenter un aspect d'ordre et de méthodes.

Le titulaire respectera les prescriptions qui lui seront faites selon les conditions définies au marché.

L'accès au site devra être maintenu en état de disponibilité et de propreté.

VI-11- Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

VII- Contrôles, garanties et réception des travaux

VII-1- Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) ou par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Travaux sur les matériaux et produits sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le contrôle interne est à la charge de l'entreprise qui justifiera des résultats auprès du maître d'œuvre.

Le contrôle externe est à la charge de l'entreprise, soit par ses moyens propres, si elle peut justifier d'une structure indépendante (PAQ), soit par un organisme proposé à l'agrément du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder à des contrôles par le biais d'organismes extérieurs, soit à la diligence du maître d'œuvre, soit à la charge du maître d'ouvrage.

L'entreprise ne devra en aucun cas y faire obstacle et s'engage à en faciliter la réalisation.

En cas de résultat insatisfaisant, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entreprise la reprise des travaux concernés, sans que celle-ci puisse opposer quelque réclamation que ce soit, ni réclamer le droit à quelque indemnité que ce soit.

VII-2- Réception

VII-2- a- Réception partielle

Le maître d'ouvrage se laisse la possibilité de réaliser une réception partielle dans le cas où une partie de l'ouvrage pourrait être mise en service, sans compromettre la sécurité des usagers, tout en maintenant le reste de l'ouvrage en chantier.

Cette réception partielle, si elle a lieu, autorise le maître d'Ouvrage à prendre possession et à utiliser les ouvrages réceptionnés.

Cette réception partielle s'effectuera selon les dispositions de l'article 42 du CCAG travaux.

VII-2- b- Réception

La réception des travaux qui s'effectuera dans les conditions fixées par l'article 41 du CCAG travaux, aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération. Elle ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves éventuellement définies au CCTP et de la production des documents à fournir après exécution.

La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

VII-2- c- Levée des réserves

Conformément à l'article 41.6 du CCAG travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

VII-2- d- Délai de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie prévu au présent marché est de **12 mois**, au minimum, à compter de la réception définitive des travaux.

Pendant le délai de garantie, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 41.4 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu à une obligation appelée **obligation de parfait achèvement**, au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles ;
- Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché.

Si passé ce délai, au cas où ces travaux ne seraient pas réalisés et après mise en demeure au titulaire, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire par une autre entreprise de son choix.

VII-3- Documents à fournir après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux le titulaire remet dans un délai de 15 jours suivant la date de notification de la décision de réception des travaux et au plus tard le jour de la réception, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) comprenant notamment :

- Les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- Les spécifications de pose,
- Les notices de fonctionnement,
- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- Les constats d'évacuation des déchets
- Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre

Ces documents seront fournis sur support informatique (clé USB, DVD, disque dur externe etc...) en 2 exemplaires.

Sur demande du maître d'ouvrage un exemplaire papier pourra être exigé.

VII-4- Garanties particulières

VII-4- a- Garantie particulière d'étanchéité

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des réseaux et ouvrages pendant le délai de dix (10) ans à partir de la date de la réception des ouvrages acceptés sans réserve.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'œuvre, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés, ou des conditions d'exécution.

VII-4- b- Garanties particulières des matériaux de type nouveau

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux nouveaux mis en œuvre sur sa proposition, pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des ouvrages acceptés sans réserve.

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas ou pendant ce délai la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande, par des matériaux éprouvés.

VII-5- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG travaux, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

De plus, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, le titulaire et ses sous-traitants doivent avoir justifié dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché qu'ils sont titulaires de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

VIII- Responsabilité, résiliation du marché

VIII-1- Redressement ou liquidation judiciaire

Lorsqu'une entreprise titulaire d'un marché public fait l'objet d'une mesure de redressement judiciaire, elle doit en informer immédiatement l'acheteur conformément aux dispositions de l'article L.2195-4 du Code de la commande publique, sous peine de résiliation pour faute du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur doit adresser une mise en demeure à l'administrateur qui dispose d'un délai d'un mois pour se prononcer sur la poursuite du marché public en cours

Conformément CCAG-Travaux, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

Si l'administrateur judiciaire se prononce pour la continuation du contrat, l'acheteur ne peut, sans commettre de faute, procéder à sa résiliation de manière unilatérale

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

VIII-2- Réparations des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

La responsabilité du titulaire subsiste entière, tant en ce qui concerne les oublis, défauts, vices et malfaçons, qu'en ce qui concerne les accidents qui pourraient en être la conséquence pendant l'exécution des prestations demandées.

VIII-3- Résiliation du marché

Les dispositions des articles 49 à 54 du CCAG travaux sont applicables au présent marché.

Les précisions et compléments suivants sont apportés au CCAG Travaux.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Lorsque le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

-
- Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail et notamment en cas de manquements répétés aux obligations de sécurité sur le chantier
 - Lorsque les renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 et L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la Commande Publique ont été reconnus inexacts
 - Lorsque le titulaire refuse de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du Travail conformément au code de la commande publique
 - Lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux
 - Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la personne publique.

VIII-4- Règlement des différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG-Travaux.

La juridiction compétente pour connaître de toutes contestations liées au présent marché public est le Tribunal administratif de Nantes.

IX- Dérogations au documents généraux

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG Travaux :

Articles du CCAP où figurent les dérogations	Articles du CCAG dérogés
I-16	3.8.2
II-1	4.1
III-7	13.4 et 13.5
IV-3	19.1.2
IV-3-a	19
VI-1	27.2
VI-2	27.3
VI-8	28.1
VII-3	40
VII-5	8.1.3